

Place Publique

ÉDITION SPÉCIALE – JUIN 2007

**Grand rassemblement citoyen : une invitation
à prendre les clés de la ville!**
Hundreds of Citizens are Coming to Discuss Montreal!

DU 1^{er} AU 3 JUIN 2007 À L'UQAM



Aménagement, développement et démocratie participative : LE DROIT À LA VILLE!

Les 1, 2 et 3 juin prochains se tiendra le quatrième Sommet citoyen de Montréal qui rassemblera plus de 500 personnes de différents horizons et secteurs d'activités : éluEs, professionnellEs, militantEs et citoyenNEs de Montréal mais aussi d'autres villes du Québec, du Canada et d'ailleurs.

Dans une perspective citoyenne, indépendante et non partisane, les participantEs discuteront du droit à la ville en prenant part aux débats sur l'aménagement et le développement comme voies pour rendre la ville juste, inclusive, écologique et démocratique.

Cette initiative s'inscrit dans la lignée de trois autres sommets citoyens de Montréal, tenus entre 2001 et 2004, qui ont mené à l'adoption de la Charte montréalaise des droits et responsabilités par la Ville de Montréal, à celle d'un agenda citoyen, et à l'expérimentation d'un budget participatif dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.

Ce quatrième sommet s'inscrit dans la foulée des grands rendez-vous du Forum social mondial et des forums régionaux. Il se veut une contribution concrète à la venue du Forum social québécois qui aura lieu à Montréal au mois d'août 2007.

Pourquoi un quatrième Sommet citoyen de Montréal sur Le droit à la ville?

- Parce que notre ville n'est pas à vendre et que nous voulons comme citoyenNEs et organismes de la société civile avoir notre mot à dire dans le choix des stratégies de développement.
- Parce que nous ne sommes pas contre le développement mais que nous voulons prendre part aux débats et aux décisions entourant le type d'aménagement et de développement de Montréal et de ses quartiers.
- Parce que nous avons une perspective de développement différente de celle privilégiée par l'élite montréalaise et québécoise qui mise sur les grands projets publics et privés et sur l'extension du centre-ville pour rendre Montréal plus compétitive et attrayante pour les investisseurEUSEs.
- Parce qu'à partir de l'aménagement et du développement local, il est possible de construire concrètement la démocratie participative dans la ville.

**Bref, « Le droit à la ville »
implique que la ville et ses
quartiers appartiennent
avant tout à ses citoyenNEs.**

4^e SOMMET CITOYEN DE MONTRÉAL



**LE
DROIT
À LA
VILLE**

Economie Environnement Aménagement urbain Démocratie

- Conférence
- Tables rondes
- Ateliers
- Kiosques
- Exposition photos
- Films
- Circuit sur les méga-projets organisé par l'Autre Montréal ... et bien plus !

www.4sc.ecologieurbaine.net

L'économie urbaine et la ville de Montréal

PAR DIMITRI ROUSSOPOULOS

Dans son remarquable ouvrage classique *The Economy of Cities*, l'urbaniste réputée Jane Jacobs démontre pourquoi certaines villes déclinent et meurent alors que d'autres survivent et prospèrent. La problématique qu'elle soulève est sans doute la question fondamentale à se poser à propos de la civilisation. Depuis le XIX^e siècle, il est généralement accepté que, pour croître, les économies doivent reposer sur de larges organisations industrielles et, de nos jours, sur de vastes entreprises disposant d'un capital imposant et de gestionnaires d'expérience. Le postulat sous-jacent est qu'il s'agit de la meilleure stratégie pour stimuler le développement économique. Or Jane Jacobs s'inscrit en faux avec cette vision en affirmant que les économies urbaines sont de loin plus importantes que les économies nationales. Et elle n'est pas la seule à proposer cette analyse. Cela nous amène à poser un regard neuf sur l'économie urbaine.

Le 4^e Sommet citoyen se propose d'aborder plusieurs facettes du développement économique de Montréal, un domaine jusqu'ici largement monopolisé par les promoteurs immobiliers. Le Sommet va chercher à décortiquer les composantes de l'économie urbaine en soulevant des questions telles que : Notre ville est-elle à vendre au plus offrant? Comment expliquer le fait que les municipalités du Québec dépendent à ce point du secteur immobilier et des taxes foncières? Pourquoi les autres niveaux de gouvernement, à Québec et à Ottawa, étranglent-ils Montréal sur le plan économique? Pourquoi nos municipalités sont-elles traitées comme des mineures sur le plan économique, alors que d'autres villes dans d'autres pays sont considérées comme des joueurs économiques de premier plan jouissant d'une grande autonomie? Notre avenir économique offre-t-il d'autres perspectives que la croissance pour la croissance et la consommation pour la consommation? Quelle devrait être la re-

lation entre la croissance économique, le développement durable et la planification urbaine? Quel impact la mondialisation de l'économie nous fait-elle subir? Quelles priorités économiques la Ville de Montréal n'a-t-elle jamais soumises à une véritable consultation publique démocratique? Nos services publics sont-ils sur la voie de la privatisation en vertu du supposé « libre-échange »? Quelle est la place réservée au développement économique local, au rôle des citoyens et des citoyennes et de leurs organisations communautaires dans l'élaboration d'un modèle de développement économique démocratique?

Pouvons-nous imaginer une autre forme de développement économique urbain que celle des mégaprojets énumérés dans le programme « Montréal 2025 » : le Havre de Montréal, le Château Viger, le CHUM, le 900, boul. De Maisonneuve Ouest, l'Hippodrome, le Quartier des Spectacles, le Technoparc St-Laurent, etc.? L'élite politique de Montréal accuse



souvent les citoyensNEs de s'opposer à leur vision de la croissance économique. Qu'entendons-nous alors par développement économique démocratique, par économie participative?

Des tables rondes et des ateliers permettront de soumettre ces questions à un vaste débat citoyen et ce, pour la toute première fois. Des personnes ressources provenant de plusieurs municipalités y participeront également.



Urban Economy and Montreal

BY DIMITRI ROUSSOPOULOS

In her outstanding classic "The Economy of Cities", the great urbanist, Jane Jacobs demonstrates why some cities decline and die while others live and grow. The case that she makes is perhaps the most important question to be asked about civilization. Since the 19th century, it has been the common assumption that economies depend for their growth on large industrial organisations, and today huge corporations, with their abundant capital and skilled managers. It was assumed that this was the best route for economic development, however Jane Jacobs argues the opposite while making the case that the economies of cities are far more important than national economies. Jane Jacobs is not alone in developing this analysis. Thus we have to look at the economy of cities in a fresh way.

The 4th Citizen Summit will examine several aspects of Montreal's economic development, a field heretofore largely dominated by real estate developers. The summit will decode the elements of the urban economy by asking questions such as: is our city simply for sale to the highest bidder; why are we so dependent on the real estate industry and on property taxes; why do the other levels of government, pro-



vincial and federal keeping an economic rope around our necks; why are our cities treated like economic infants whereas other cities in other countries are major economic players with great autonomy; is there more to our economic future than growth for the sake of growth, and consumption for the sake of consumption; what should the relationship between economic growth, sustainable development, and urban planning be what is the impact of the globalizing world economy on us; what are the economic priorities of Montreal which were never submitted to a thorough and democratic public consultation; what should be the role of CIDECS and the social economy in the mega economic development of the city and the Montreal region; under so-called 'free trade' are our public services on the map for privatization; what is the place of local economic development, the role of

citizens and their community organisations in advancing an agenda for democratic economic development.

Is there more to the urban economic development than mega-projects like the many listed under the City of Montreal's "Montreal 2025": the Havre de Montreal; Chateau Viger; CHUM; 900 De Maisonneuve ouest; Hippodrome; Quartier des spectacles; Technoparc St-Laurent and so on... The political elite of Montreal often accuse citizens of being obstacles to their notion of economic growth. What then is democratic economic development, what is participatory economics?

In roundtables and workshops we shall open up these questions to the widest citizen discussion, and this for the first time. Resource people from several cities will be on hand.

4^e SOMMET CITOYEN DE MONTRÉAL



See page 6 for Flash Extra!

VENDREDI LE 1^{er} JUIN

19h - 19h30

Ouverture du Sommet

- Mots de bienvenue
- Monsieur Michel Jébrak, vice-recteur à la recherche et à la création, UQAM
 - Monsieur André Michaud, directeur du Service aux collectivités, UQAM
 - Madame Anne Latendresse, membre du comité de coordination du quatrième Sommet citoyen de Montréal et professeure au département de géographie, UQAM

Mots des co-présidentEs d'honneur :

- Madame Phyllis Lambert, fondatrice du Centre canadien d'architecture
- Monsieur Bernard Vallée, co-fondateur, Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal.

LIEU : salle Alfred-Laliberté, pavillon Judith-Jasmin, UQAM

19h30 - 20h15

Le droit à la ville : hommage à ceux et celles qui bâtissent Montréal

Récit des moments forts de l'histoire des luttes urbaines et des mobilisations collectives citoyennes pour protéger et développer Montréal et ses quartiers.

20h15 - 21h

Le droit d'avoir des droits : citoyenneté et enjeux urbains

Avec Saskia Sassen, professeure de sociologie, Université de Chicago.

Auteure de plusieurs ouvrages sur la transformation des métropoles dans le contexte de globalisation. Son plus récent ouvrage s'intitule *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*, (Princeton University Press, 2006, qui paraîtra en français prochainement).

21h

Période d'échanges avec la salle

SAMEDI LE 2 JUIN

8h00-9h00

Inscription

9h00-9h15

Mot de bienvenue

9h15

Sketch sur la démocratie municipale

Avec Jean-Yves Joannette, coordonnateur, TROVEP

Le samedi matin se dérouleront les ateliers portant sur les deux premiers axes traités lors du Sommet : l'économie et l'environnement. En après-midi, se dérouleront les ateliers portant sur les deux autres axes : l'aménagement et la démocratie urbaine.

AXE 1

Notre ville n'est pas à vendre !

Dans le contexte de mondialisation néolibérale, la restructuration du capitalisme s'accroît autour de la financiarisation de l'économie. Dans ce contexte, de grandes métropoles émergent comme lieux où se concentrent les flux économiques et financiers, les sièges sociaux des grandes entreprises, les centres de recherche et de développement, les institutions universitaires et les agences internationales. Parallèlement, se multiplient de grands projets urbains permettant d'attirer les investisseurs et mettant l'accent sur une vision économique à court terme. Le projet de déménagement du Casino au bassin Peel et l'extension du centre-ville, par exemple, relèvent de cette stratégie associée à ce que certains appellent l'«urbanisme transnational» qui vise à rendre la métropole plus compétitive sur la scène internationale. Cela soulève nombre de questions. Quel type de développement économique voulons-nous pour Montréal et ses quartiers ? Quels sont les impacts de cette stratégie sur les milieux de vie des citoyenNEs ? Peut-on concevoir, dans le système économique actuel, un développement économique au profit du plus grand nombre ?

Pendant ce temps, les impacts de la mondialisation continuent à faire des ravages dans certains quartiers de Montréal : désindustrialisation, chômage, appauvrissement de certaines couches de la population et dévitalisation socioéconomique rendue visible par la présence de friches industrielles, de terrains vacants, d'équipements désuets. Quelles réponses peuvent être apportées à ce déclin ? Le développement économique local communautaire amorcé au milieu des années 1980 a-t-il tenu ses promesses ? Comment concilier développement local et planification à l'échelle métropolitaine ? Quels sont les impacts de cette stratégie dans les diffé-

rents arrondissements de Montréal ? Quel bilan pouvons-nous en faire ?

Enfin, quelle est la place accordée aux résidentEs en matière de développement économique et de planification urbaine ? Comment renforcer leur rôle et la légitimité de leur parole en matière de développement économique et de planification urbaine ? Comment démocratiser l'économie et mettre de l'avant le droit à la ville pour les citoyenNEs ?

9 h 45 10h15

Table ronde Enjeux et défis du développement des métropoles : quelles avenues pour la démocratisation du développement économique de Montréal ?

ANIMATION : Michel Taylor, représentant, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain

AVEC :

- Dimitri Roussopoulos, Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté du Centre d'écologie urbaine
- Jim Green, ancien conseiller municipal et ancien candidat à la mairie, fondateur du Urban Solutions Institute, Vancouver
- Stefan Kiepfer, professeur, Études environnementales, Université York, Toronto

10h15-10h30

Pause-santé

10h30-12h30

Ateliers

ATELIER 1

Les méga-projets comme stratégie de développement économique ? Pour qui ? Pour quoi ? Quel impact sur notre cadre de vie ?

À Montréal, comme dans de nombreuses autres grandes métropoles du monde, les méga-projets se multiplient sous la forme de grands équipements urbains visant à attirer les investisseurs. Cette stratégie, privilégiée par les élites, a pour but de rendre Montréal plus compétitive sur la scène internationale et place la croissance économique au premier rang de ses objectifs. Les grands projets ont inévitablement une incidence sur les dimensions sociales, économiques, environnementale des milieux de vie dans lesquels ils s'implantent, et auront donc des conséquences majeures sur l'avenir des quartiers. Ils sont souvent présentés comme étant des projets structurants pouvant favoriser la revitalisation des quartiers populaires. Dans quelle mesure cette stratégie contribue-t-elle au développement économique de la ville ? Ces projets s'intègrent-ils aux milieux de vie des résidentEs ? Quels sont les coûts et les impacts d'une telle stratégie ? Mène-t-elle à un accroissement de la richesse dans la métropole et si oui, à qui profite de cette richesse ?

ANIMATION : Nicole De Sève, CSQ

AVEC :

- Lisa Bornstein, professeure, École d'urbanisme, Université McGill
- Personne-ressource à confirmer

ATELIER 2

Crise fiscale et sous-financement des municipalités. Comment donner à la métropole les moyens de réaliser son développement ?

Infrastructures vieillissantes, dégradation des réseaux routiers et des équipements de transport collectif, insuffisance des services municipaux, la liste des besoins à combler est grande et les ressources de la Ville de Montréal pour y répondre sont insuffisantes ou mal gérées. Comment donner davantage de moyens financiers et politiques à la métropole pour prendre en charge une partie de son développement ? Quelles sont les avenues possibles pour augmenter le pouvoir de Montréal de

maîtriser démocratiquement son développement ?

Depuis un bon nombre d'années déjà, les municipalités québécoises et canadiennes réclament des autorités gouvernementales de nouveaux pactes fiscaux qui leur permettraient de pouvoir développer de nouvelles sources de revenus en sus de la taxation foncière. S'inspirant de l'entente signée entre le gouvernement ontarien et la municipalité de Toronto, le maire de Montréal réclame également certains pouvoirs de taxation. Quelles sont les avenues possibles pour augmenter la capacité des municipalités à développer de nouvelles sources de revenus ? Un nouveau pacte fiscal est-il envisageable ? Quel doit être le statut des gouvernements urbains ? Qui sont les alliés de la municipalité dans cette démarche ? Du point de vue des citoyenNEs, comment prendre part à ce débat et quel rôle pouvons-nous jouer ?

ANIMATION : Vincent van Schendel, coordonnateur, ARUC-Économie sociale, UQAM

AVEC :

- Stefan Kiepfer, professeur, Études environnementales, Université York, Toronto
- Personne-ressource à confirmer

ATELIER 3

Enjeux et perspectives du développement économique communautaire à Montréal

Depuis le milieu des années 1980, des initiatives émergent du milieu communautaire sont apparues afin de contrer la dévitalisation d'anciens quartiers industriels montréalais frappés par la récession, la délocalisation des activités économiques, les fermetures d'usines et une augmentation du taux de chômage des populations résidentes, du fait d'une structure industrielle souvent désuète. Au fil des ans, ces initiatives se sont consolidées et multipliées. Impliquant les principaux groupes d'acteurs locaux des différents milieux (institutionnel, des affaires, syndical et communautaire) autour d'objectifs communs : la création d'emplois, le maintien et le démarrage d'entreprises et l'aménagement, elles ont donné naissance à une approche de développement économique communautaire qui vise le développement territorial et celui des communautés locales. La métropole montréalaise s'est transformée. Quel rapport entre le développement de nouveaux secteurs économiques et le développement local ? Quels sont les principaux enjeux et défis pour contribuer à la revitalisation socioéconomique des quartiers, de la ville et de la métropole ? Quelles sont les expériences innovatrices en matière de revitalisation socioéconomique ? Comment renforcer le rôle et la place accordés aux résidentEs des quartiers ? Comment faire le lien entre les enjeux métropolitains et les enjeux locaux de développement économique communautaire ?

ANIMATION : Arthur Sandborn, ancien président conseil central du Montréal-métropolitain

Avec :

- Eric Shragge, directeur, École des affaires publiques et communautaires, Université Concordia
- Personne-ressource à confirmer

ATELIER 4

Le droit à la ville ou la légitime parole des citoyenNEs au cœur des débats sur le développement économique

Depuis la fin des années 1980, la Ville de Montréal a mis en place un ensemble d'instances et de mécanismes de consultation publique qui permettent de prendre le pouls de la population en vue d'adopter ses politiques et principales orientations. Malgré cette ouverture, le développement économique, tant dans les étapes de la planification, de l'élaboration de la stratégie que de l'exercice budgétaire, demeure l'apanage des éluEs et d'un nombre limité de partenaires. Pensons à la Chambre de commerce de Montréal métropolitain, à la Société du Havre, et à d'autres promoteurs...

La Commission permanente de la Ville de Montréal présentait son plan de développement économique.

Par la suite, le plan Montréal 2025 a été adopté sans que cet exercice soit publicisé et connu du public. Le budget municipal est présenté publiquement, sans toutefois permettre une réelle prise des citoyenNEs. Or, les enjeux de développement économique concernent l'ensemble des acteurs locaux, incluant les organismes syndicaux, communautaires et les simples citoyenNEs. Comment établir la légitimité de la participation de la société civile et des citoyenNEs dans les débats sur le développement économique ? Par quels moyens s'approprient les questions de développement économique urbain ?

ANIMATION Lise Gervais, Relais-Femmes

AVEC :

- Louise Hodder, directrice, CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal
- Jean-Marc Fontan, directeur, ARUC-Économie sociale, Collectif d'études sur les pratiques solidaires, UQAM

ATELIER 5 Montréal : une ville à vendre ?

La disparition du vieux tissu industriel de Montréal et la crise financière de l'Église catholique rendent disponibles de nombreux terrains dans plusieurs secteurs de la ville. Dans les dernières années, la plupart de ces terrains ont été attribués à des promoteurs privés et l'industrie du condo, de luxe ou plus abordable, a connu un boom important. Le secteur privé est-il le seul à pouvoir prendre en charge le développement de ces terrains ? Le condo est-il la nouvelle panacée économique ? Les municipalités ont-elles les moyens de développer elles aussi de grands projets ? Dans quelle mesure les municipalités peuvent-elles s'allier avec d'autres acteurs publics et parapublics (commissions scolaires, gouvernement provincial ou fédéral, universités, hôpitaux) pour penser un développement intégré et durable de ces terrains ?

Les services municipaux peuvent aussi jouer un rôle dans le développement urbain. On n'a qu'à penser au rôle du métro dans le désenclavement de certains quartiers. Pourtant, malgré la crise financière des municipalités, le vieillissement des infrastructures (aqueducs, collecte des eaux usées, routes, transport en commun, équipements culturels et sportifs, entre autres) nécessitent des investissements importants au cours des prochaines années. Dans ces circonstances, les partenariats public-privé peuvent apparaître comme la solution la plus rationnelle pour moderniser ces mêmes infrastructures. Les développeurs privés, soumis au seul contrôle de leurs actionnaires, ont-ils les mêmes motivations que les développeurs publics ? Comment maintenir des services publics de qualité, accessibles, disponibles dans les divers quartiers de la ville ? Comment faire en sorte que les services publics jouent un rôle dans le développement urbain ? Quelle place conférer aux citoyenNEs dans le développement et le maintien de ces services publics ?

ANIMATION : Martin Bazinet, conseiller, Corporation de relance économique et communautaire de Saint-Léonard

AVEC :

- Claude Vaillancourt, Attac-Québec et auteur de *Mainmise sur les services. Privatisation, déréglementation et autres stratagèmes*
- Marie-Claude Prémont, vice-doyenne, Faculté de droit, Université McGill



AXE 2

Environnement urbain et planification urbaine

L'environnement des villes ne cesse de se détériorer, et Montréal ne fait pas exception. L'urbanisation et l'étalement urbain contribuent aux changements climatiques. Les villes importent massivement ce que produit la nature (énergie, bois, aliments et biens divers) et exportent de manière tout aussi importante leurs déchets organiques (dans les sites d'enfouissement, ou dans les océans) et leurs polluants, ainsi que leurs déchets non organiques (dans les sites d'enfouissement ou dans les incinérateurs polluants).

L'état d'urgence a-t-il été décrété face à cette crise environnementale ? La plupart des politiciens nient la gravité de la situation. Cependant, plusieurs citoyenNEs commencent à prendre conscience du problème. Comme d'autres paliers de gouvernement, la Ville de Montréal tient un nouveau discours «vert», notamment avec son Plan stratégique de développement durable et son Schéma d'aménagement. Ces efforts sont-ils suffisants ? Les engagements de Montréal, membre du *International Council of Local Environmental Initiatives*, envers la communauté internationale en matière environnementale, sont-ils à la hauteur des défis qui nous attendent ? Les citoyenNEs mal informés des actions entreprises aux différents paliers de gouvernement peinent à évaluer la performance de la Ville, ne sachant plus si les priorités sont respectées. La Ville, qui avait pourtant investi beaucoup d'argent afin de publiciser son Plan stratégique de développement durable, a longtemps refusé de le soumettre en consultation publique.

Quelles sont les actions politiques et sociales qui s'imposent ? Quel leadership peuvent exercer les autorités municipales de Montréal ? Quelle place a-t-il pour les groupes environnementaux et écologistes ? Quels modes d'inclusion des citoyenNEs dans le débat public sur ces questions ? Une stratégie concertée, basée sur des principes d'écologie sociale, ne mériterait-elle pas d'être mise de l'avant ?

9 h 45 10h15 Table ronde : Vers une ville écologique, juste et citoyenne ?

ANIMATION : Pascoal Gomes, CDC Rosemont

AVEC :

- Saskia Sassen, professeure, département de sociologie, Université de Chicago. A mené une étude pour l'UNESCO sur les établissements humains viables qui paraîtra dans *Encyclopedia of Life Support Systems*.
- Ray Tomalty, Laboratoire de développement durable de Milton-Parc et professeur, École d'urbanisme, Université McGill (à confirmer)
- Laurent Lepage, Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, UQAM

10h15-10h30 Pause-santé

10h30-12h30 Ateliers

ATELIER 1 Développement durable et développement économique : comment penser en termes de compatibilité ?

Le développement économique se pense largement en termes de croissance des activités et des profits par les entreprises privées. Dans cette optique, les enjeux environnementaux constituent soit des «externalités» (des enjeux extérieurs au développement économique), soit des contraintes qui freinent l'activité économique. Quels modèles alternatifs peut-on envisager ? Comment faire converger le développement économique et la qualité de l'environnement ? Doit-on soumettre le développement économique à une sorte d'écoconditionnalité (n'autoriser que les projets qui ne contribuent pas à la dégradation de l'environnement) ? Qui doit payer pour les dommages passés causés à l'environnement ? Peut-on aspirer à une croissance économique illimitée ?

ANIMATION : Geneva Guérin, Groupe de solutions pour un développement durable (à confirmer)

AVEC :

- Personnes-ressources à confirmer

ATELIER 2 Environnement, santé publique et justice sociale

En plus des impacts de la pollution de l'air, comme le smog urbain, sur la population des grandes villes, les sols contaminés et les dépotoirs sont plus souvent qu'autrement situés dans les quartiers pauvres et immigrants. Les défenseurs des causes environnementales mettent de l'avant l'importance qu'ont ces installations métropolitaines sur la ségrégation des quartiers dans lesquels elles sont situées. Ainsi, la lutte pour une gestion plus écologique des ressources naturelles comme l'eau, et une analyse des impacts liés aux modèles de développement privilégiés (déchets et rejets industriels) est indissociable de la lutte à la pauvreté et à la discrimination raciale. La qualité de l'air, des sols et de l'eau est-elle différente d'un quartier à un autre ? Quels sont les effets de telles installations et d'une concentration de la pollution sur les populations locales ? Comment affectent-elles la qualité du cadre bâti ? La présence de sols contaminés et de déchets toxiques nuit-elle au développement des quartiers pauvres ? La santé publique est-elle protégée de la même façon dans tous les quartiers ? La population urbaine gagne-t-elle à concentrer ses infrastructures de gestion des déchets dans des lieux précis ? Que faire avec les réactions du type «pas dans ma cour» ? Et enfin, comment lier les enjeux environnementaux de santé publique et de justice sociale ?

ANIMATION : Lorraine Guay, D'Abord Solidaires

AVEC :

- Jocelyne Bernier, D'abord Solidaires, Réseau national sur la démocratie municipale
- Gilles Sénéchal, professeur-chercheur, INRS-Urbanisation, culture et société (à confirmer)

ATELIER 3 Transport public versus transport individuel : comment penser les réseaux routiers et le transport en fonction de la santé publique ?

La logique du développement urbain mise de l'avant par les planificateurTRICES facilite la multiplication des voitures et la circulation des camions lourds en zone urbaine. Pourtant, un consensus se dégage quant aux impacts des véhicules à haute consommation de pétrole sur la crise environnementale. Quel est le prix à payer pour l'étalement urbain et un développement orienté vers la voiture ? Quels types d'aménagements routiers faciliteraient le transport en commun et les transports alternatifs (vélos, patins, marche) plutôt que l'usage de la voiture individuelle ? Comment améliorer la qualité du transport en commun ? Que faire avec les impacts négatifs du transport aérien de Dorval ?

Récemment, la Ville de Montréal a annoncé un vaste plan pour revigorer le système de transport public. Plusieurs des propositions énoncées dans le plan ont été applaudies. D'autres sont à discuter et devraient faire l'objet de consultations. Il serait approprié dans ce contexte de bien distinguer ce qui peut être fait à court terme des ambitions à atteindre sur le long terme. L'une des questions que cela soulève pour la réalisation du plan est celle du financement de ces mesures. La Ville de Montréal doit trouver les moyens de ses ambitions. Quelle peut être la contribution de la pensée écologique dans la planification des transports ?

ANIMATION : Florence Junca-Adenot, professeure, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM

AVEC :

- Normand Parisien, Transport 2000
- David Rawsthorne, responsable de la mise en œuvre des transports actifs, municipalité de Vancouver

ATELIER 4 L'environnement bâti de Montréal et les espaces verts

Depuis les dernières décennies, les normes régissant l'utilisation de matériaux toxiques dans la construction des bâtiments ont beaucoup changé. Pourtant, peu est fait pour changer l'isolation des vieux bâtiments qui contiennent encore des ma-



tériaux cancérigènes, et les incitatifs pour utiliser des matériaux écologiques lors de la construction de nouveaux bâtiments sont inexistantes. En outre, dans certains quartiers, le parc immobilier vieillissant pose des problèmes importants en matière environnementale. Comment pouvons-nous inciter les promoteurs immobiliers à construire des logements, des bâtiments et des gratte-ciels qui réduisent la consommation en eau et en énergie et utilisent des matériaux non toxiques ? Comment éviter que seuls les plus favorisés puissent se payer des nouveaux matériaux moins toxiques pour les habitants et pour l'environnement ? Comment faire en sorte que les logements sociaux gérés par la Ville soient conformes à des critères écologiques ? Comment faire la promotion d'aménagements écologiques tels les toits verts, les panneaux solaires ou la réutilisation des eaux usées ? Comment faire pour que ces aménagements écologiques soient entérinés par le Code national du bâtiment ?

ANIMATION : Normand Brunet, coordonnateur, Institut des sciences de l'environnement, UQAM

AVEC :

- Owen Rose, architecte, Centre d'écologie urbaine de Montréal
- Ron Rayside, Rayside Architectes

ATELIER 5 Agriculture urbaine

L'agriculture urbaine permet de verdir, embellir et assainir l'environnement de nos quartiers. Elle contribue à répondre à un objectif de sécurité alimentaire grâce à des aliments nutritifs et frais, dans une perspective d'autonomie alimentaire et de santé des communautés locales. Elle est un élément important d'appropriation des espaces verts en milieu urbain, de lutte contre la précarité et l'exclusion sociale par la création de réseaux locaux de solidarité. Elle répond évidemment à un objectif environnemental (lutte contre les îlots de chaleur, recyclage de déchets organiques, biodiversité, etc.).

Le programme montréalais d'agriculture urbaine à Montréal semble atteindre ses limites : trop peu d'espaces sont alloués pour les jardins collectifs et communautaires, des terrains sont contaminés et on a vu récemment des fermetures de jardin. En plus de revendiquer plus d'accessibilité à des sols décontaminés, plusieurs alternatives sont explorées : jardinage sur les toits, culture hors-sol... L'appel est lancé ! Comment préserver et développer les espaces d'agriculture urbaine à Montréal ? Et comment mieux s'approprier ces initiatives ?

ANIMATION : Jean-Marie Chapeau, Centraide

AVEC :

- Louise Lacroix, Action Communiterre, NDG
- Éric Duchemin, professeur associé, Institut des sciences de l'environnement, UQAM

12h30-14h30 Dîner, échanges informels et visite de kiosques

Présentation du plan de transport de la Ville de Montréal

André Lavallée, responsable de l'aménagement urbain et du transport, Comité exécutif, Ville de Montréal

Rencontre du Réseau national sur la démocratie municipale

L'aménagement et la planification urbaine au service de l'inclusion, de la justice sociale, de la diversité et de la démocratie participative ?

L'aménagement et la planification urbaine ont longtemps été considérés comme les outils des experts pour mieux planifier le développement urbain. Cette expertise se voulait neutre et objective. Dans les années 1970, certains l'ont remise en question faisant valoir qu'elle était au service des promoteurs immobiliers. Mais, depuis les années 1980, l'impératif de la participation publique s'est imposé dans l'administration municipale. Difficile d'adopter des projets urbains sans consulter ! Bien qu'elle ait constitué une percée importante, la participation publique institutionnalisée laisse encore les décisions exclusivement entre les mains des éluEs et soulève plusieurs questions. Ces instances reproduisent-elles les intérêts des élites ? Sont-elles soumises à la pression des groupes d'intérêts ? Les membres des groupes longtemps minorisés et exclus de l'espace public, notamment les femmes, les minorités ethniques, les jeunes et les personnes à faible revenu, peuvent-ils participer pleinement aux débats sur l'aménagement et la planification urbaine ?

Parallèlement à cette critique face aux limites de la participation publique au sein des institutions, de nouvelles pratiques émergent visant à renforcer l'appropriation de la ville et ses quartiers par les citoyenNEs : opération populaire d'aménagement, jurys de citoyens, déclarations citoyennes, conseils de quartier, cafés urbains ou budgets participatifs. Comment ces expériences contribuent-elles à renforcer la justice sociale, l'inclusion et la diversité dans la ville ? Comment favorisent-elles un débat public inclusif, la construction de la démocratie participative et la redéfinition des relations entre éluEs et citoyenNEs, qu'ils soient ou non membres d'un groupe communautaire ? Comment penser ces nouvelles formes de démocratie délibérative et participative et leur articulation avec les représentantEs éluEs ? Comment donner place à chacune de ces formes de vie démocratique sans pourtant les confondre les unes avec les autres ?

14h30-15h00 **Table ronde : L'aménagement et la planification urbaine au service de l'inclusion, de la justice sociale, de la diversité et de la démocratie participative ?**

ANIMATION : Josée Belleau, coordonatrice, Nourrir Montréal

AVEC :

- Ana Claudia Teixeira, coordonatrice du Programme participation citoyenne, Institut Polis, Sao Paulo, Brésil
- Jean-Claude Icart, directeur, Observatoire international sur le racisme et les discriminations du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté, UQAM

15h15-17h15 **Ateliers**

ATELIER 1 **L'urbanisme et le dispositif de participation publique au service des citoyenNEs ?**

Le plan d'urbanisme, le droit d'initiative et les consultations publiques permettent-ils réellement une participation active des citoyenNEs ? Quel bilan pouvons-nous faire du Sommet de Montréal et des sommets d'arrondissement ? Quel bilan tirer de la consultation sur le plan d'urbanisme ? Quels sont les avantages et les limites de ces outils de planification urbaine ? Sont-ils au service des élites, des promoteurs, des éluEs ou des citoyenNEs ? Permettent-ils réellement la participation des résidentEs de la ville, celle des groupes minorisés ou marginalisés dans la ville ? Quel type d'information ont besoin les citoyenNEs pour pouvoir participer de façon constructive aux débats sur l'aménagement ? Comment contrer le localisme et penser

en termes de développement intégré ? Comment faire en sorte que les débats soient précis tout en n'étant pas enveloppés dans un jargon technique qui les rend inaccessibles au plus grand nombre ? Comment innover et rendre ces outils au service des citoyenNEs ? À quoi peut servir la Charte montréalaise des droits et responsabilités ? Comment assurer le suivi des décisions prises et l'imputabilité de ceux et celles qui les prennent ?

ANIMATION : Raphael Fischler, École d'urbanisme, Université McGill (à confirmer)

AVEC :

- Laurence Bherer, professeure, département de science politique, Université de Montréal
- Marcel Sévigny, auteur de l'ouvrage *Trente ans de politique municipale* et ancien conseiller municipal.

ATELIER 2 **Comment renforcer l'appropriation de la ville par les citoyenNEs ?**

Ces dernières années, de nouvelles pratiques émergent visant à « inverser les priorités » et à favoriser l'appropriation de la ville par les citoyenNEs. Associés à la démocratie participative, les budgets participatifs (inspirés de l'expérience de Porto Alegre) veulent permettre aux résidentEs de prendre part aux décisions en matière d'investissement et ainsi d'orienter les choix en matière de planification urbaine. D'autres initiatives menées sur une base autonome sont expérimentées. À Montréal, à l'instar de l'Opération populaire d'aménagement, des cafés urbains et des déclarations citoyennes visent l'appropriation de la ville par les citoyenNEs. Quelles sont les percées dans ce domaine ? Ces expériences permettent-elles de développer des rapports avec les décideurEUs politiques ? Comment faire en sorte que les éluEs et les fonctionnaires tiennent compte des initiatives citoyennes en matière de développement et d'aménagement urbain ?

ANIMATION : Andrès Fontecilla, coordonnateur, Centre communautaire Solidarité Villeray

AVEC :

- Ana Claudia Teixeira, coordonatrice du Programme participation citoyenne, Institut Polis, Sao Paulo, Brésil
- Mireille Audette, coordonatrice, Opération populaire d'aménagement, Action Gardien et organisatrice communautaire, Clinique communautaire de Pointe St-Charles

ATELIER 3 **Concertation, médiation ou résistance : quelles stratégies adopter face aux projets d'aménagement ?**

Les projets d'aménagement promus par des promoteurs publics ou privés s'implantent rarement sur un terrain vierge, mais au contraire dans des milieux de vie, avec une histoire, une population, des problématiques particulières. Ces projets peuvent s'intégrer aux milieux de vie, ou au contraire venir bouleverser la dynamique locale. Dans plusieurs cas, ils ont suscité une mobilisation de la communauté. Selon la nature du projet et des échanges entre les promoteurs et la population, les stratégies adoptées par les résidentEs vont différer. Le projet est-il socialement acceptable pour le milieu ? Quelles retombées aura-t-il pour la communauté ? Quelle conception du développement véhicule-t-il ? La population a-t-elle été consultée ou mise devant un fait accompli ? Selon les cas, les citoyenNEs et groupes organisés vont opter pour la concertation afin de maximiser les avantages d'un projet ou d'en limiter les effets négatifs. Dans d'autres cas, les milieux vont s'organiser afin de résister à un projet. Enfin, certains groupes adoptent une démarche autonome et élaborent eux mêmes des propositions d'aménagement. Faut-il nécessairement trancher entre ces diverses voix ou évaluer au cas par cas ?

ANIMATION : Denis Leclerc, coordonnateur, InterCDEC

AVEC :

- Karine Triolet, coordonatrice, Action Gardien, Pointe Saint-Charles
- Yves Lévesque, coordonnateur, Vivre Saint-Michel en santé

ATELIER 4 **L'aménagement au service du vivre-ensemble, de l'inclusion et de la justice sociale ?**

En milieu urbain, les quartiers ne sont pas toujours homogènes. Confrontés à des phénomènes comme la gentrification, l'immigration, la modification des activités économiques, sociales et culturelles, les quartiers sont en constantes mutations. Comment l'aménagement peut-il prendre en compte les intérêts diversifiés et parfois divergents des différents groupes de population et contribuer à la rencontre des résidentEs dans la ville ? Quels sont les moyens favorisant le développement du vivre-ensemble de populations différentes par leurs modes de vie, leurs revenus, leurs habitudes culinaires et alimentaires, leur mode d'occupation de l'espace public, leurs goûts musicaux et culturels, leur façon de se vêtir, etc. ? Est-ce une avenue pour une meilleure inclusion et intégration des groupes minorisés dans la ville ? Est-ce une voie pour renforcer la justice sociale dans la ville ? Comment arbitrer entre les condos et le logement social ? Quel type d'équipements collectifs promouvoir ?

ANIMATION : Martine Blanc, agente de développement, Service aux collectivités, UQAM

AVEC :

- Fo Niemi, coordonnateur, Centre de recherche action sur les relations raciales
- Delfine Campanile, CLSC Parc-Extension (à confirmer)

ATELIER 5 **Lutte contre la pauvreté, justice sociale et revitalisation socioéconomique**

Des écarts de niveau de vie, de condition de vie et de qualité de vie persistent entre les différents secteurs de Montréal. La métropole est-elle le lieu du vivre-ensemble ou celui de la ségrégation sociale urbaine ? Comment créer et renforcer une justice sociale dans la métropole ? Lutte à la pauvreté, mixité sociale et revitalisation socioéconomique des quartiers sont-ils des objectifs compatibles ? Comment revitaliser les anciens quartiers industriels sans entraîner le déplacement des habitantEs à faible revenu ? Quels sont les impacts sociaux de la revitalisation des quartiers ? Que signifie la mixité sociale ? S'agit-il d'une approche pour camoufler un processus d'embourgeoisement ou d'une avenue pour construire et renforcer le vivre-ensemble dans les quartiers de la métropole ? Comment favoriser l'intégration des nouveaux résidentEs dans les quartiers ? Est-il possible de les intégrer à des démarches d'appropriation citoyenne ? Comment créer des alliances entre classes sociales autour des enjeux urbains et de démocratie ?

ANIMATION : Denise Lacelle, coordonatrice, Conseil communautaire de Côte-des-Neiges (à confirmer)

AVEC :

- Samuel Jablon, Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (AITEC), France
- Jim Green, ancien conseiller municipal et ancien candidat à la mairie, membre fondateur du Urban Solutions Institute à Vancouver
- John Bradley, ancien agent de développement en habitation sociale



ATELIER 6 **Espaces verts et inégalités sociales**

Depuis longtemps, l'importance des espaces verts en milieu urbain est reconnue pour son esthétique et sa contribution à la qualité et au cadre de vie des habitantEs. Pensons au concept des cités-jardins développé par les urbanistes anglais ! Aujourd'hui, les espaces verts, plus présents dans certains quartiers que d'autres, sont devenus une clé de l'équation pour faire face à la dégradation de la qualité de l'air et à la hausse thermique qui caractérisent les métropoles. Pourquoi lier la question des espaces verts et celle des inégalités sociales ? Comment préserver les espaces verts existants et en créer de nouveaux ? Comment inverser la vapeur et créer des espaces verts dans les quartiers défavorisés qui en sont dépourvus ? Quelles sont les responsabilités des institutions publiques ? Quelles sont celles des citoyenNEs ?

ANIMATION : Claire Vanier, agente de développement, Service aux collectivités, UQAM

AVEC :

- Yves Baudoin, directeur, département de géographie, UQAM
- Alex Hill et Rotem Alayon, Les Jardins sur les toits, Alternatives

La démocratie urbaine à réinventer

De plus en plus, on entend parler du déficit démocratique ou de la crise de la démocratie. La participation électorale au plan municipal est à la baisse. Ce constat explique en grande partie la quête à laquelle nous assistons pour renouveler ou réinventer la démocratie. Sans tomber dans le piège du « localisme » qui associe ville et démocratie, n'est-il pas plausible de penser que les espaces de vie peuvent être les lieux privilégiés de l'expérimentation de nouvelles formes de démocratie qui placent les citoyenNEs au cœur des processus décisionnels orientant le devenir de leurs quartiers et de leur ville.

Montréal a connu une réorganisation municipale et la mise en place de nouvelles institutions. Il y a d'un côté centralisation de certaines décisions au niveau de l'agglomération, celles-ci échappant en partie à l'imputabilité électorale, alors que d'autres décisions relèvent des arrondissements. La plupart des citoyenNEs, et une bonne partie des éluEs, ont de plus en plus de mal à savoir qui fait quoi dans ce méli-mélo de structures. La décentralisation et la création des arrondissements sont-elles synonymes d'une démocratisation de proximité ou du renforcement du pouvoir des éluEs locaux ? La décentralisation crée-t-elle une démocratie à géométrie variable qui change d'un arrondissement à l'autre ou signifie-t-elle la création d'un espace politique à investir ?

La Ville s'est dotée d'une politique et de plusieurs outils pour favoriser la participation et la consultation publique. On pense notamment à l'Office de consultation publique, aux Commissions permanentes et autres instances (Conseil des Montréalaises, Conseil interculturel, Conseil des jeunes, etc.). Elle s'est dotée également d'un ombudsman. Son conseil municipal a adopté une Politique d'égalité entre les femmes et les hommes et une Charte montréalaise des droits et responsabilités. Malgré cela, les citoyenNEs boudent les élections municipales. Seulement 35 % de la population est allé aux urnes lors des dernières élections.

Parallèlement, ici et là apparaissent des expériences s'inspirant de la démocratie participative. L'arrondissement du Plateau Mont-Royal a expérimenté un budget participatif autour d'une partie de son programme triennal d'immobilisation. S'agit-il d'une contribution réelle à la démocratie participative et délibérative ? Est-il possible de penser en termes de partage de pouvoir entre les éluEs et les citoyenNEs ? La co-gestion municipale est-elle possible ? Comment redéfinir la relation entre les éluEs, les professionnelLEs et les citoyenNEs ? La démocratie participative est-elle une utopie ? Quelles sont les conditions nécessaires à son bon fonctionnement ?

14h30-15h00 **Table ronde : Déficit démocratique à Montréal : comment réinventer la démocratie urbaine ?**

ANIMATION : Myrlande Pierre, collectif Féminisme et démocratie

AVEC :

- Lorraine Guay, D'abord Solidaires
- Anne Latendresse, Groupe de travail sur la démocratie municipale du Centre d'écologie urbaine

15h15-17h15 **Ateliers**

ATELIER 1 Réorganisation municipale et décentralisation : un pas de plus vers la démocratisation de la Ville ?

La réorganisation municipale adoptée par le gouvernement du Québec en 2000 et amendée en 2004 a bouleversé la scène municipale montréalaise. L'ensemble des municipalités de l'île ont été fusionnées pour créer la grande ville de Montréal. De nouvelles structures sont apparues : la Communauté métropolitaine de Montréal et les conseils d'arrondissement. Des pouvoirs ont été décentralisés de la ville centre vers les arrondissements, dorénavant responsables de la planification et de la gestion des services de proximité, des équipements, des infrastructures, et des parcs et espaces verts du territoire de leur arrondissement respectif. Le développement social et les mesures en matière de gestion de la diversité allaient aussi leur être dévolus.

À peine deux ans après cette première phase de réorganisation municipale, le gouvernement du Parti Libéral allait rendre possible les défusions de municipalités de banlieue. Pour assurer la coordination de la gestion et de la planification à l'échelle de l'île, il allait mettre en place le Conseil d'agglomération qui centralise certains pouvoirs et ressources vers le haut.

Le bilan de cette réorganisation reste à faire. La décentralisation des pouvoirs a-t-elle ouvert un espace politique à l'échelon des arrondissements ? A-t-elle entraîné une gestion et une planification urbaines à géométrie variable, voire une démocratie asymétrique dans la ville ? Enfin, quels sont les effets de la centralisation de ressources budgétaires et de pouvoir à l'échelon du Conseil d'agglomération ? Dès lors, certaines décisions se prennent au niveau de l'arrondissement, d'autres au niveau du conseil municipal, d'autres encore au conseil d'agglomération. Qui a une vision claire des responsabilités de ces trois niveaux décisionnels au plan municipal ? Comment s'y retrouver devant cette complexité institutionnelle ?

ANIMATION : Michel Taylor, représentant, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain

AVEC :

- Louise Quesnel, professeure retraitée, département de science politique, Université Laval
- Yves Bellavance, ancien permanent de la TRO-VEP (à confirmer)

ATELIER 2 Diversités et inclusion sociale

Les femmes, les jeunes, les groupes ethnoculturels, les personnes à faible revenu et les personnes itinérantes sont les grands absents des instances électives et consultatives de la Ville de Montréal.

Pour certains de ces groupes, des conseils consultatifs ont pour mandat de représenter leurs intérêts et de conseiller les autorités municipales pour les politiques qui les concernent. Est-ce là un moyen d'intégration politique de ces groupes à la décision publique ? Comment ces groupes peuvent-ils développer leurs propres voix concernant les enjeux municipaux ? Comment éviter que ne se constituent des «élites» non élues au sein de ces groupes qui s'autoproclament les interlocuteurs des autorités municipales, les dépossédant encore plus de leur parole citoyenne ? La segmentation identitaire est-elle le meilleur moyen de penser l'intégration de ces groupes ? Quels moyens faut-il mettre en œuvre pour contrer l'exclusion sociale ? Comment favoriser une réelle appropriation de la ville par ces groupes minorisés ? Quelle approche adopter ?

ANIMATION : Bernard St-Jacques, RAPSIM

AVEC :

- Winnie Frohn, professeure, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM
- Personne-ressource à confirmer

ATELIER 3 Imaginons la ville !

Une invitation à l'audace, au courage et à la créativité. Comment innover et repenser la ville ? Comment construire le vivre-ensemble tout en reconnaissant les identités spécifiques ? La citoyenneté urbaine est-elle une avenue pour poser la question de la construction de l'inclusion sociale et du vivre-ensemble dans la métropole ? Les enjeux urbains sont-ils le moyen de mettre en suspens certains débats comme ceux sur le statut du Québec au profit d'expériences concrètes de vivre-ensemble de populations diverses ? Comment développer un idéal urbain fait de respect des diversités et d'ouverture par rapport à ceux et celles qui sont perçus comme «autres», d'expériences partagées, de dépassement des localismes ? Comment lutter contre les intolérances et les violences ? Comment rêver et se donner les moyens de réaliser ces rêves ?

ANIMATION : Jean-Pierre Collin, directeur, Villes régions monde, INRS-Urbanisation, culture et société

AVEC :

- Devora Neumark, artiste, Engrenage noir
- Catherine Trudel, titulaire de la Chaire de recherche sur les conflits urbains, UQAM

ATELIER 4 Démocratiser radicalement la démocratie !

Démocratiser radicalement la démocratie ! Le désormais célèbre appel des militantEs de Porto Alegre a été entendu dans de nombreuses villes du monde. La démocratie participative est-elle souhaitable ? Pourquoi ? Quelles sont les conditions nécessaires à la construction de la démocratie participative et à la démocratie délibérative ? Avec qui la construire ? Quels sont les limites et les avantages des expériences associées à ces nouvelles formes de démocratie ?

ANIMATION : personne-ressource à confirmer

AVEC :

- Diane Lamoureux, D'abord Solidaires et professeure, science politique, Université Laval
- Ève Gauthier, Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté, Centre d'écologie urbaine

ATELIER 5 L'éducation populaire : prémisse de la construction d'une citoyenneté urbaine



Flash EXTRA ! FLASH extra !

An exciting social forum for exchanging ideas, public discussion and debate, networking for citizen action, learning about our city and its neighbourhoods... asserting our 'RIGHT TO THE CITY'.

Join your fellow citizens on June 1-3, 2007

12 ROUNDTABLES AND WORKSHOPS IN ENGLISH

The social economy: a useful tool ? / The role of citizens' actions and economic development: Milton-Parc, Benny Farm, Point St-Charles / Is Sustainable Development possible with our economy? / Who speaks for the Disadvantaged ? / How effective is Public Consultation ? / Does Montreal have a Democratic Deficit ? See the complete programme on the web-site below.

WITH SPEAKERS AND RESOURCES PERSONS [LOCAL AND INTERNATIONAL]:

Saskia Sassen, Lucia Kowaluk, Lisa Bornstein, Shirley Gyles, Phil Raphals, Sam Boskey, David Fletcher, Ismael Hautecoeur, Halaj Al-Ubaidi, Warren Allmand, Saddiqua Siddiki, Anne Kettenbeil, Robert Libman, May Chu and Dimitri Roussopoulos... and many others.

INFORMATION : [514] 281-6406

The Urban Ecology Centre of Montreal
3516 ave du Parc (just above Sherbrooke)

www.4sc.ecologieurbaine.net

Lorsqu'il est question de démocratie participative, une question s'impose. Comment mobiliser les citoyenNEs ? Comment les motiver à s'engager activement sur des enjeux urbains qui les touchent et les concernent directement ? Comment les motiver à suivre la scène municipale, en dépit des limites actuelles associées à la démocratie représentative ? À ces questions, il n'y a pas de solution magique... L'éducation populaire s'impose pour mieux outiller les résidentEs. Une meilleure compréhension de l'institution municipale, des instances de consultation, des outils de participation à leur service s'impose, tout comme une connaissance de pratiques et d'expériences plus innovatrices permet de mieux interpeller les éluEs, les professionnelLEs et l'institution municipale. La formation et aussi la diffusion des expériences associées à la démocratie participative s'imposent. L'information et les médias jouent également un rôle clé dans la construction de la citoyenneté urbaine. Divers projets comme l'École de la citoyenneté urbaine apparaissent ici et en France. Quels sont ces projets ? Quelle est leur portée ? Comment les investir et les consolider ?

ANIMATION : Jean Panet-Raymond, militant et animateur, Vivre Saint-Michel en santé

AVEC :

- Luc Rabouin, coordonnateur, Centre d'écologie urbaine

DIMANCHE LE 3 JUIN

10h00-11h30

Table ronde avec nos invités internationaux

Regards croisés sur les expériences brésiliennes, françaises, canadiennes et québécoises de démocratie participative.

Entretien avec Gustave Masiah, membre du comité organisateur du Forum social mondial et membre fondateur du Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale.

11h30-12h15

Échange avec les participantEs

Animé par Jean-Panet Raymond, militant, Vivre Saint-Michel en santé

12h15-13h30

Lunch

13h30-14h30

Prendre les clés de la ville : exercice participatif

Prendre les clés de la ville consiste à affirmer notre droit et notre légitimité à occuper l'espace public et à prendre part aux débats et aux décisions pour mieux faire valoir notre vision de la ville. Prendre les clés, c'est aussi poser la question du pouvoir des citoyenNEs. Dans le cadre de cet exercice, les participantEs identifieront les conditions qui donnent accès à la ville.

Animé par Jean Panet-Raymond, militant et animateur, Vivre Saint-Michel en santé

Débat avec la salle

15h00

Mot de clôture

Activités parallèles

Kiosques / Exposition

Des organismes vous présenteront leur(s) projet(s) innovateurs de participation et d'inclusion des citoyens dans la vie urbaine.

Projections

Présentation de courts et longs métrages qui portent sur des luttes urbaines, sur des exemples d'implication citoyenne dans l'aménagement de leur quartier ou encore sur la mobilisation d'exclus et la mise en valeur de leur citoyenneté.

Exposition Safari urbain

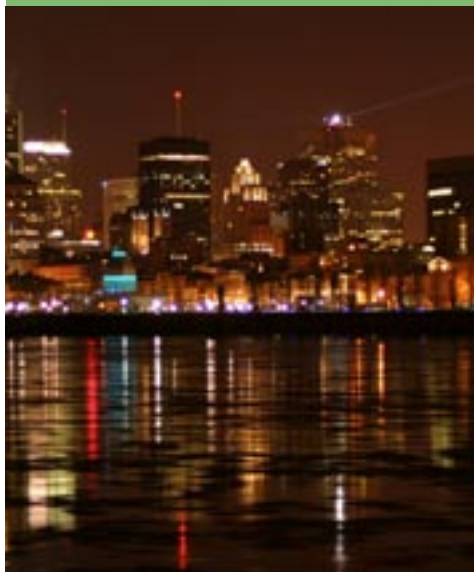
Des adolescents vont nous présenter des photos de leur quartier, plus particulièrement les lieux publics qu'ils côtoient et qu'ils aiment. La ville vue par eux!

Excursion sur les méga-projets

Le collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal a préparé un tour guidé dans Montréal pour prendre connaissance des enjeux autour des méga-projets.

L'aménagement

et la planification urbaine au service de l'inclusion, de la justice sociale, de la diversité et de la démocratie participative ?



PAR ANNE LATENDRESSE

Depuis les années 1980, l'impératif de la participation publique s'est imposé au sein de l'administration municipale montréalaise. Difficile d'adopter des projets urbains sans consulter! Bien qu'elle constitue une percée importante, la participation publique institutionnalisée laisse encore les décisions exclusivement entre les mains des éluEs et soulève plusieurs questions. En effet, force est de constater que ces mécanismes de consultation publique attirent relativement

peu de citoyenNEs. De plus, ceux qui y participent sont souvent issus de la classe moyenne blanche francophone. Or, Montréal, tout comme les grandes métropoles du monde, se caractérise par la diversité de sa population. À elle seule, la grande région métropolitaine attire plus de 70% des immigrantEs qui arrivent au Québec. Montréal concentre également une forte proportion de ménages à faible revenu. Une grande proportion de ces individus vivant la pauvreté sont des femmes. De plus, Montréal abrite également de nombreux itinérantEs et d'autres groupes

marginalisés. Cette diversité exige de poser une question importante : à qui appartient la ville?

Pour répondre concrètement à cette question, des organismes communautaires, des groupes de femmes et parfois des arrondissements expérimentent de nouvelles initiatives. Les opérations populaires d'aménagement de Pointe Saint-Charles, les déclarations citoyennes adoptées par des centres de femmes du quartier Centre-Sud, les cafés urbains de Rosemont, le Forum social de Villeray

et le budget participatif du Plateau-Mont-Royal constituent des expériences visant à renforcer la justice sociale, l'inclusion et la diversité dans la ville, tout en la démocratisant.

Si Montréal veut être la ville de l'ensemble des MontréalaisEs, comment rendre possible l'appropriation de la ville et ses quartiers par l'ensemble des citoyenNEs? Voilà ce à quoi veut s'attaquer le quatrième Sommet citoyen de Montréal.

Renouveler la la démocratie urbaine : un projet passionnant!

PAR LAURENCE BHERER

À Montréal, les institutions municipales ont été particulièrement chamboulées les dernières années. La réorganisation municipale, la décentralisation poussée vers les arrondissements, la création d'un conseil d'agglomération (à la suite des « défusions »), voilà autant de nouveaux lieux de pouvoir dont le rôle demeure encore difficile à comprendre. Une question centrale de la programmation du Sommet touche la décentralisation vers les arrondissements : est-elle synonyme d'une démocratisation de proximité ou amène-t-elle la création de petits châteaux forts municipaux?

Le Sommet amènera ainsi les participantEs à s'interroger sur l'appropriation des

citoyenNEs de leurs institutions municipales. Cette question est particulièrement importante quant on sait que lors de la dernière élection municipale, seulement 35 % des électeurTRICEs sont allés aux urnes. L'enjeu est de taille : si les institutions municipales s'éloignent des citoyenNEs qui s'y désintéressent à leur tour, l'expérimentation de nouvelles formes de démocratie à l'échelle des quartiers est compromise.

Les discussions porteront aussi sur les outils mis en place par la Ville pour favoriser la participation et la consultation publique : ces derniers permettent-ils de contrer le méli-mélo des structures et d'encourager les citoyenNEs à prendre part à leur ville? Dans la dernière année, l'expérience du budget participatif à l'échelle du Plateau Mont-Royal a éveillé la curiosité de plu-



sieurs : quel bilan en tirer et comment poursuivre la démarche?

Le Sommet est une occasion unique pour les citoyenNEs de Montréal de discuter de la démocratie urbaine qu'ils souhaitent : un projet passionnant!



Participer en grand nombre au 4^e Sommet citoyen de Montréal, c'est participer au développement d'une ville verte et ouverte, où la démocratie se vit chaque jour et où les ambitions de justice sociale des citoyenNEs ne pourront plus être contournées. Comment alors ne pas prendre part aux débats annoncés par ce Sommet...?

Manon Perron
Trésorière, Conseil central du Montréal métropolitain, CSN

« Montréal avec son fleuve, ses espaces verts, sa grande diversité culturelle et bien d'autres atouts possède de grands atouts pour se construire un milieu de vie de qualité. Pour y parvenir, des gestes importants doivent être posés tant au niveau de l'environnement que de l'aménagement urbain pour et avec les citoyenNEs de Montréal. Le Sommet citoyen est un lieu privilégié pour en discuter.

Coralie Denis
Conseil régional de l'environnement de Montréal

Le Montréal de demain sera nécessairement nouveau. Le problème est de savoir si on participe aux changements ou si on laisse faire. Le 4^e Sommet citoyen de Montréal nous donne une tribune pour agir afin que ces changements soient dans l'intérêt du bien commun.

Michel Taylor
Conseil régional FTQ du Montréal métropolitain

Participer au 4^e Sommet citoyen de Montréal, c'est contribuer à mettre en valeur la participation des citoyenNEs au développement de la Ville, c'est encourager un développement urbain à l'image de celles et ceux qui vivent à Montréal tous les jours.

Yves Lévesque, Coalition montréalaise des tables de quartier.



L'environnement



PAR ROGER CARON

Dans un article intitulé « *Green Politicians, Real and Fake* », Nicholas Von Hoffman (*The Nation*, 28 février 2007) nous rappelle qu'aujourd'hui, aucun politicienNE d'importance n'imaginerait donner un discours sans y inclure les trois ou quatre paragraphes obligatoires sur le réchauffement de la planète et l'environnement. Plusieurs de ces politicienNEs parlent même de crise et nous disent qu'il faut faire quelque chose. Or, à part quelques rares exceptions, ce que la vaste majorité des politiciens,

locaux ou nationaux, proposent, ce sont des « plans » des « projets » ou de « schémas » dont la mise en œuvre et les réalisations concrètes restent à voir.

La communauté scientifique confirme ce que de nombreux citoyenNEs vivent au quotidien à Montréal : il y a une crise environnementale qui commande des mesures fermes et immédiates. Par ailleurs, il semble maintenant clair que la crise environnementale est intimement liée à d'autres enjeux urbains fondamentaux comme la planification urbaine, le développement économique, la santé publique, la justice sociale, le transport, l'environnement bâti,

l'aménagement du territoire, la gouvernance et la participation citoyenne.

Par une série d'ateliers sur ces questions, les participantEs sont conviés à examiner et débattre ensemble des manières concrètes de répondre immédiatement à la crise environnementale. En particulier, il s'agira d'évaluer si le nouveau « discours vert » que proposent nos politicienNEs est autre chose qu'un ensemble de vœux pieux et comment chaque citoyenNE peut agir pour faire en sorte que ce discours devienne action.

Objectifs du quatrième Sommet citoyen de Montréal

Dans le cadre de cet événement incontournable nous voulons :

- Prendre part au débat sur « l'immobilisme » en posant la question du droit à la ville, et discuter des principaux enjeux liés à l'appropriation de la ville et de ses quartiers par les citoyenNEs.
- Faire connaître et discuter des pratiques et initiatives innovatrices en matière d'aménagement et de développement qui contribuent à renforcer la place et le rôle des citoyenNEs dans la définition de la ville.

Coût de participation

- Inscription régulière,,,,,,25 \$
- ÉtudiantEs et personnes à faible revenu,,,,,,10 \$
- Service de garde disponible

There will be English language workshops. The information is available on the website.

French-to-English translation will be provided at the Citizen Summit.

Inscrivez-vous sur notre site :

www.4sc.ecologieurbaine.net

ORGANISMES PORTEURS DE L'ÉVÉNEMENT

Centre d'écologie urbaine de Montréal • Centre for Community Organization (CoCo) • Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ) • Conseil central du Montréal métropolitain (CSN) • Conseil régional FTQ Montréal-métropolitain • Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE) • Corporations de développement économique communautaire de Montréal (Inter-CDEC) • D'abord Solidaires • Héritage Montréal • Service aux collectivités (SAC) de l'UQAM • Table de concertation Action-Gardien de Pointe-Saint-Charles • Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) • Table régionale des groupes de femmes de Montréal • Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire (TROVEP) de Montréal

PARTENAIRES



Plusieurs des photographies sur ce document sont une gracieuseté de www.deniscarl.com • Infographie : Brigitte Beaudet



POUR PLUS D'INFORMATION :
Centre d'écologie urbaine de Montréal
info@4sc.ecologieurbaine.net • (514) 281-6406